

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	57	23

N° de la séance : 85

Objet de la délibération : Direction
Economie de Proximité et tourisme -
Office de Tourisme Intercommunal -
Adhésions à ADN Tourisme et à F.R.OT
Provence-Alpes-Côte d'Azur - Désignation
du représentant

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.156

Date de la convocation :

Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage - **9 JUL. 2021**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTEINE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Jean-Bernard MION à Jean-Pierre DERMIT, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CAMILLA,

Par délibérations du Conseil Communautaire n° CC.2016.058 du 27 juin 2016 et n° CC.2016.190 du 19 décembre 2016, la CASA s'est dotée en 2017 de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » et d'un Office de Tourisme Intercommunal.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, le Conseil Communautaire a approuvé dans sa délibération n°CC.2018.120 du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 l'adhésion aux fédérations françaises du tourisme, la FNOTSI et la FROTSI.

Les noms et les statuts de ces deux fédérations ainsi que le calcul des cotisations ont évolué en 2020 ; les statuts des deux fédérations sont ainsi joints en annexe.

Au plan national, la FNOTSI a intégré une nouvelle Fédération nommée ADN Tourisme suite au regroupement des trois fédérations d'acteurs institutionnels du tourisme qui ont souhaité mettre en commun leur expérience et savoir-faire : Offices de Tourisme de France, Tourisme & Territoires et Destination Régions.

Pour l'Office de Tourisme Intercommunal de la CASA, qui emploie 10 agents, la cotisation annuelle à ADN Tourisme s'élève à 1194 € (forfait de 444 € et 75 € par agent).

Au niveau régional, la FROTSI est devenue la Fédération Régionale des Offices de Tourisme (F.R.OT) Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour l'Office de Tourisme Intercommunal de la CASA, dont le budget est compris entre 520 000 € et 900 000 € et le nombre d'agent entre 7 et 11 agents, la cotisation annuelle à la F.R.O.T Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 1600 €.

Les crédits nécessaires au paiement de ces cotisations figurent au chapitre 11 du budget annexe de la régie à autonomie financière de l'Office de Tourisme Intercommunal.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'adhésion de la CASA aux fédérations ADN Tourisme et F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec reconduction tacite chaque année, sauf en cas de modification de la cotisation annuelle de plus ou moins 10 % ;
- d'approuver le versement des cotisations qui s'élèvent pour 2021 à 1 194 € pour ADN Tourisme, et à 1 600 € pour la F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur pour 2021 ;
- d'imputer les dépenses correspondantes au Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget de la Régie à autonomie financière de l'Office de Tourisme Intercommunal ;
- de désigner Monsieur le Vice-Président délégué au tourisme afin de représenter la CASA au sein des instances statutaires des fédérations ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au tourisme à signer tout document afférent à ces adhésions.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'adhésion de la CASA aux fédérations ADN Tourisme et F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec reconduction tacite chaque année, sauf en cas de modification de la cotisation annuelle de plus ou moins 10 % ;
- d'approuver le versement des cotisations qui s'élèvent pour 2021 à 1 194 € pour ADN Tourisme, et à 1 600 € pour la F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur pour 2021 ;
- d'imputer les dépenses correspondantes au Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget de la Régie à autonomie financière de l'Office de Tourisme Intercommunal ;
- de désigner Monsieur le Vice-Président délégué au tourisme afin de représenter la CASA au sein des instances statutaires des fédérations ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au tourisme à signer tout document afférent à ces adhésions.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

STATUTS DE LA FEDERATION REGIONALE DES OFFICES DE TOURISME PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

TITRE I - BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 1 – Dénomination

Sous le titre FEDERATION REGIONALE DES OFFICES DE TOURISME PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR, il est constitué une Association régie par la loi du 1er juillet 1901, adhérente à Offices de Tourisme de France Fédération Nationale (O.T.F.).

Article 2 – Objet

La Fédération contribue au développement et à la professionnalisation de l'activité des Offices de Tourisme et/ou O.T. Communautaires, Intercommunaux de Provence Alpes Côte d'Azur. Elle les rassemble et les représente auprès des instances nationales et régionales. Elle s'implique ainsi à la mise en œuvre de la politique touristique régionale et assure, en lien avec ses adhérents, l'interface avec Offices de Tourisme France, Fédération Nationale.

Ses rôles et missions se détaillent ainsi :

1. La mise en place d'un plan régional de formation et de professionnalisation.
2. La fédération, la coordination, l'animation, le conseil juridique et le soutien de l'action de ses adhérents en veillant à une bonne démultiplication de la politique de O.T.F.
3. La représentation de ses adhérents au sein de toutes les instances, organismes et collectivités régionales ainsi que des autorités ayant compétence touristique régionale ;
4. La participation à la mise en œuvre de la politique touristique régionale en liaison avec toutes les instances intéressées et avec, en particulier, une implication active au Schéma Régional de Développement Touristique ;
5. D'une manière générale et avec le concours des collectivités publiques ou entreprises privées, des OT/OTC/OTI, l'aménagement des loisirs, la mise en place de démarche d'accessibilité et de qualification ainsi que le développement du Tourisme sous toutes ses formes sur le territoire de la F.R.OT dans le souci d'un développement durable ;
6. Elle constitue, avec ses adhérents, une capacité d'expertise, notamment pour la mutualisation des moyens et l'organisation de l'information touristique sur le territoire.

La F.R.OT peut réaliser toute opération ayant un lien direct ou indirect avec l'objet précité.

Sa durée est illimitée.

Le siège de la Fédération est fixé à AIX EN PROVENCE et pourra être transféré par simple délibération du Conseil d'Administration.

Article 3 – Organisation et vie fédérale

3.1 Composition

La F.R.OT est composée des membres suivants :

1. des Offices de Tourisme, Offices de Tourisme communautaires, Offices de Tourisme intercommunaux.
2. de membres associés : Comités Régionaux du Tourisme (CRT), Comités Départementaux du Tourisme (CDT) Agences Départementales (ADDET), Conseil Régional, DIRECCTE, CCIR, Collectivités, organismes régionaux contribuant au développement touristique.
Ces membres associés apportent notamment leur concours aux opérations permettant de faciliter et d'améliorer les conditions de visite et de séjour sur leur zone d'intervention dans le respect de la sauvegarde de l'environnement et de la mise en valeur du patrimoine pour un développement touristique durable.
3. tous les organismes assurant principalement les actions d'accueil, d'information, de promotion et de coordination des acteurs locaux du tourisme, d'animation touristique et de commercialisation conformément aux dispositions du code du tourisme et dont la présence est reconnue nécessaire par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.
4. de membres d'honneur désignés par l'Assemblée Générale

3.2 -La qualité de membre s'acquiert :

- a) Sans agrément préalable pour les catégories énumérées aux paragraphes 1 à 3 de l'article 3.1 ;
- b) Par délibération de l'Assemblée Générale pour les membres d'honneur (Art.3.1)

3.3 – Les cotisations :

Sauf les membres d'honneur, les membres de la fédération s'acquittent d'une cotisation annuelle selon le type d'adhérents. Les cotisations des adhérents de la F.R.OT sont fixées par le Conseil d'Administration de la F.R.OT. Les modalités de versement des cotisations sont précisées dans le règlement intérieur.

Article 4 - Perte de la qualité de membre

Les différents membres de la F.R.OT perdent leur qualité de membre :

1. par démission ;
2. par radiation prononcée par le Conseil d'Administration de la F.R.OT en cas de non-paiement de la cotisation annuelle ;
3. par exclusion prononcée par le Conseil d'Administration :
 - a) s'ils ont poursuivi un autre but que celui défini à l'article 2 des présents statuts ;
 - b) s'ils ont enfreint les présents statuts ;
 - c) pour tout autre motif grave ;

Le membre concerné est invité à prendre connaissance de son dossier et à présenter sa défense devant le Conseil d'Administration avant que celui-ci ne se prononce sur son éventuelle exclusion.

La décision d'exclusion est notifiée par lettre recommandée au membre concerné qui dispose alors d'un délai de 15 jours pour présenter un recours devant le Conseil d'Administration, qui sera examiné lors de sa prochaine réunion. L'appel n'est pas suspensif. En cas de remise en cause de l'exclusion par l'Assemblée Générale, le membre exclu est rétabli dans ses droits sans que cela puisse avoir une incidence sur la régularité des décisions prises antérieurement ou puisse lui ouvrir droit à indemnisation.

TITRE II - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

La F.R.OT est administrée par les organes suivants :

- 1 – l'Assemblée Générale
- 2 – le Conseil d'Administration
- 3 – le Bureau
- 4 – le Président.

Article 5 – l'Assemblée générale de la F.R.OT

5.1- Composition

L'Assemblée Générale comprend l'ensemble des membres de la F.R.OT répartis comme suit :

- 1 Les OT/OTC/OTI** représentés par leur Président ou 1 personne dûment mandatée
- 2 Les Membres Associés :** 1 délégué pour chacun des membres associés figurant au paragraphe 2 de l'article 3.1.
- 3 Les organismes listés à l'alinéa 3 de l'article 3-1 :** 1 délégué pour chacun d'entre eux
- 4 Les membres d'honneur** font également partie de l'Assemblée Générale avec voix consultative.

5.2- Convocation à l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se réunit, une fois par an, en séance ordinaire.

Son ordre du jour est proposé par le Bureau et arrêté par le Conseil d'Administration. La convocation doit être adressée individuellement au minimum 30 jours avant la date de l'AG.

Elle est présidée par le Président de la F.R.OT.

Elle entend le rapport moral du Président sur la gestion du Conseil d'Administration et le rapport financier du Trésorier, ainsi que ceux du Commissaire aux Comptes de la F.R.OT lorsque la législation le prévoit.

Elle vote sur ces rapports ainsi que sur le projet de budget de l'exercice suivant. Elle approuve les comptes et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et procède, le cas échéant, à l'élection des membres du Conseil d'Administration.

Un rapport d'activité et un rapport financier sont remis chaque année aux membres de l'association ; ces rapports peuvent également être consultés au siège par l'ensemble des membres.

Elle peut être convoquée en séance extraordinaire par décision du Conseil d'Administration ou sur la demande du quart, au moins, de ses membres.

Le Président d'O.T.F. doit être convié à assister aux travaux de l'Assemblée Générale avec voix consultative. Il peut s'y faire représenter.

Peuvent être invités à participer aux travaux de l'Assemblée, avec voix consultative, les personnalités et dirigeants de collectivités publiques ou privées dont la présence peut paraître utile à l'efficacité de la F.R.OT.

5.3 - Droit de vote

Chaque délégué dispose d'une voix. Tout administrateur ne disposant pas du droit de vote en tant que délégué, disposera d'une voix au titre d'administrateur. Dans tous les cas, aucun membre ne pourra disposer de plus de 2 voix.

Les délégués ne peuvent délibérer et voter à l'Assemblée Générale que si l'organisme qu'ils représentent est à jour de sa cotisation de l'année précédant la réunion de l'Assemblée Générale.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux pouvoirs par délégué.

Le vote par correspondance est autorisé selon les modalités définies dans le Règlement intérieur. Il peut se cumuler avec les autres modalités de vote ou être exclusif selon la décision du Conseil d'Administration.

Article 6 - Le Conseil d'Administration

La F.R.OT est administrée par un Conseil d'Administration de 32 membres au plus élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et répartis en diverses catégories de membres.

6.1 – Élections des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration sont élus à concurrence de :

- a) 12 délégués élus non techniciens représentant les OT/OTC/OTI de la Région Provence Alpes Côte d'Azur
- b) 12 directeurs ou techniciens salariés, responsables d'OT/OTC/OTI élus, issus soit d'une station classée, soit d'un EPCI
- c) 6 membres élus en toute liberté par l'Assemblée Générale sans contrainte de représentativité des catégories sous la seule limite que le nombre total de délégués au Conseil d'Administration issus de la catégorie des membres associés n'excède pas le tiers du nombre des membres dudit Conseil.
- d) Le Président des deux « Comité Régional du Tourisme », ou tout autre membre ayant reçu délégation de leur part à cet effet, sont membres de droit du Conseil d'Administration de la F.R.OT.
- e) 2 délégués représentant les cinq Comités Départementaux de Tourisme (CDT/ADT/ADDET) (se désigner entre eux)

Les modalités d'organisation des élections sont du ressort exclusif de la F.R.OT et sont précisées dans le règlement intérieur

Un délégué responsable salarié ne peut être candidat au poste d'administrateur qu'avec l'accord de son Président, du Conseil d'Administration ou du comité de direction du membre qu'il représente. Seuls les délégués responsables salariés titulaires d'un contrat de travail en cours, ne se trouvant pas en période d'essai ou de préavis au moment des élections, sont éligibles au Conseil d'Administration de la F.R.O.T.

Les six administrateurs élus directement par l'A.G., sont élus à bulletin secret.

Les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus. En cas d'égalité entre deux candidats, le candidat le plus âgé est élu.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur issu des catégories a), b) ou c), le Président du Conseil d'Administration pourvoit au remplacement du membre du Conseil concerné en appelant le premier délégué, directeur ou membre issu de la même catégorie et qui n'avait pas été élu. S'il ne demeure pas de candidat n'ayant pas été élu, les administrateurs du Comité d'Administration appartenant à la même catégorie dans laquelle le poste est vacant cooptent un nouvel administrateur dont la désignation sera ensuite ratifiée dans les conditions de l'élection lors de la prochaine Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur issu de la catégorie c) le Conseil d'Administration coopte librement un nouvel administrateur.

Un administrateur qui perd la qualité de délégué de la structure qu'il représente perd automatiquement sa qualité d'administrateur.

6.2 – Réunions et délibérations du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins 1 fois par semestre, sur convocation de son Président à son initiative, ou sur la demande de la moitié de ses membres.

Chaque membre du Conseil d'Administration dispose d'une voix.

Le vote par procuration est autorisé, mais le mandat ne peut être remis qu'à un délégué du même collège et dans la limite d'un pouvoir par personne.

La présence ou la représentation du tiers au moins des membres du Conseil d'Administration en exercice est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Tout membre du Conseil d'Administration qui, sans raison reconnue valable, n'aura pas assisté à deux réunions consécutives au moins dans l'année, pourra être exclu du Conseil d'Administration par le Conseil d'Administration.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et l'un des membres du Conseil d'Administration présent à la séance.

Le Conseil peut appeler à assister à ses séances, à titre consultatif, les personnes qui, par leur compétence, sont susceptibles de lui apporter un utile concours.

Article 7 – Le Bureau

Lors de son renouvellement le Conseil d'Administration désigne, à bulletin secret, un Président pour trois ans parmi ses membres délégués élus.

Il élit ensuite pour trois ans, sur proposition du Président, un Bureau composé de :

- 1) un Président
- 2) un Président Délégué
- 3) deux Vice-Présidents
- 4) un Secrétaire Général
- 5) un Secrétaire Général adjoint
- 6) un Trésorier
- 7) un Trésorier adjoint
- 8) deux Assesseurs.

La fonction de Président ne peut être tenue que par un membre élu et en activité.
Les membres sortants sont rééligibles.

Au sein du Bureau, le Président peut donner toutes délégations permanentes ou provisoires autorisées par la loi qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement de la F.R.OT.

Au même titre que le Conseil d'Administration, le Bureau peut appeler à assister à ses séances, à titre consultatif, les personnes qui, par leur compétence, sont susceptibles de lui apporter un utile concours.

En cas de vacance d'un poste du Bureau, le Président désigne le remplaçant, sa désignation étant soumise à ratification par le prochain Conseil d'Administration.

En cas de vacance temporaire du poste de Président, le Président Délégué assume l'intérim dans la limite de 60 jours consécutifs.

En cas de vacance définitive du poste de Président, le Président Délégué assume l'intérim et convoque dans les 15 jours un Conseil d'Administration pour élire un nouveau Président.

Article 8 – Les pouvoirs et obligations du Président :

Le Président doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

- Il représente la F.R.OT en justice tant en demande qu'en défense
- Il a un pouvoir de décision propre pour tous les actes de la vie civile
- Il bénéficie du pouvoir d'exécution des décisions prises par les instances de la F.R.OT, ainsi que du pouvoir de contrôle de la gestion de la F.R.OT
- Il dispose du pouvoir général de représentation auprès de tous les organismes partenaires de la F.R.OT ainsi qu'auprès de toutes les instances politiques françaises et étrangères
- Il nomme et licencie les membres du personnel de la F.R.OT
- Il peut donner toutes délégations permanentes ou provisoires qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement de l'Association.

En outre, le Président doit tout mettre en œuvre afin que la F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur soit représentée au sein d'OFFICES DE TOURISME DE FRANCE.

D'une manière générale, le Président est le garant du respect par la F.R.OT de ses obligations vis-à-vis de ses membres ainsi que de la bonne exécution des missions référencées à l'article 2 des présents statuts.

Article 9 – Conseil d'Administration et bénévolat

Les Membres du Conseil d'Administration et du Bureau ne peuvent recevoir aucune rémunération en raison des fonctions qui leur sont confiées en cette qualité.

Des remboursements de frais sont seuls possibles. Les principes de remboursement de frais feront l'objet d'une décision annuelle du CA sur les bases de la convention collective, des éléments fiscaux et des forfaits de sécurité sociale ; la remise des justificatifs au Bureau est un préalable nécessaire au paiement des frais. Le bureau s'autorise la possibilité de vérifier l'authenticité desdits justificatifs

Les salariés de la F.R.OT peuvent assister, par décision du Bureau, avec voix consultative, aux séances des instances représentatives de l'association.

Article 10 – Honorariat

L'honorariat aux fonctions du Conseil d'Administration peut être attribué par celui-ci à ses anciens membres.

Article 11 – Décisions d'acquisition, d'échange et d'aliénation d'immeubles – baux et emprunts

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par la F.R.OT, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, et emprunts y afférent doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

TITRE III - RESSOURCES

Article 12 – Ressources de la Fédération Régionale

Les recettes annuelles de la F.R.OT se composent :

1. des cotisations des adhérents fixées chaque année par le Conseil d'Administration, des souscriptions et des partenariats ;
2. des subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du département et d'autres collectivités publiques ;
3. des ressources propres liées aux prestations, aux services aux adhérents, aux partenaires, à ses groupements ou filiales éventuelles, dans l'esprit de l'objet des présents statuts ;
4. des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
5. du produit des placements de fonds disponibles
6. et de toutes autres recettes autorisées par la réglementation.

Article 13 – Gestion et comptabilité de la Fédération Régionale

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.

TITRE IV - MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION de L'ASSOCIATION

La modification des statuts ou la dissolution de l'Association est du ressort d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 14 – Modification des statuts

14.1 : La demande de modification des statuts de la F.R.OT émane soit :

- du Président de la F.R.OT;
- du Conseil d'Administration ;
- du 10^{ème} au moins des Membres dont se compose l'Assemblée Générale.

Elle est présentée au Conseil d'Administration et elle doit indiquer les modifications souhaitées. Le Conseil d'Administration a un mois pour statuer sur la demande.

14.2 : Le Président de la F.R.OT

Il confie à toutes personnes de son choix ou à une commission ad hoc jugée apte à rédiger les modifications, la mission de lui faire des propositions qu'il soumettra au Conseil d'Administration pour entendre ses commentaires et son avis.

14.3 : Il appartient ensuite au Président de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire seule habilitée à se prononcer pour l'acceptation ou le refus des modifications proposées

14.4 : L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie pour une modification de statuts doit se composer au moins du quart des délégués présents ou représentés des membres Si cette

proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des délégués des membres présents.

Toute décision sera prise à la majorité des délégués présents ou représentés.

Article 15 – Dissolution de l'association

L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur la dissolution de la F.R.OT est convoquée sur un ordre du jour uniquement consacré à la dissolution. Elle doit comprendre au moins la moitié plus un des délégués en exercice présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des délégués des membres présents. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des trois quarts des délégués présents ou représentés.

Article 16 – conditions liées à la dissolution

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de la F.R.OT ; elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.

TITRE V - SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

Article 17 – Publicité

Le Président doit faire connaître dans les trois mois, à la Préfecture, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de la F.R.OT.

Les présents statuts sont complétés par un règlement intérieur qui est établi et peut être modifié par le Conseil d'Administration. Il a pour objet de compléter les présents statuts, notamment en fixant et précisant les modalités de fonctionnement de la F.R.OT ainsi que les procédures relatives aux élections, votes et conditions de candidature aux différents organes de la F.R.OT.

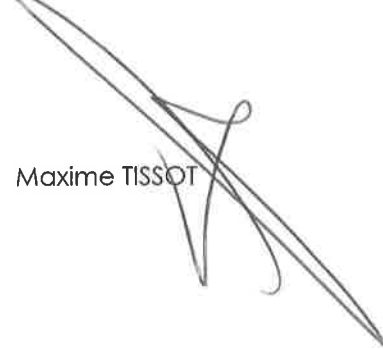
Fait à Aix en Provence, le 06 Avril 2018

Le Président,

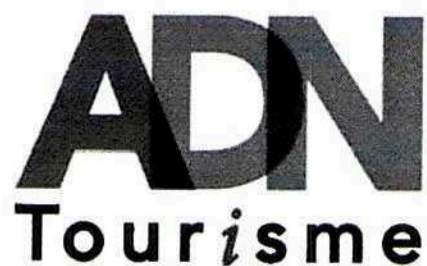


Christian MOURISARD

Le Secrétaire Général,



Maxime TISSOT



STATUTS

ADN TOURISME

Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme

Siège social : 15, avenue Carnot – 75017 PARIS

CM
SV
Am

Préambule

Le secteur du tourisme est en pleine mutation : de nouvelles formes d'activités et de pratiques voient le jour et de nouveaux acteurs émergent pour réinventer une offre au plus près des aspirations du consommateur.

C'est pourquoi les trois fédérations historiques des institutionnels du tourisme, Destination Régions, Offices de Tourisme de France et Tourisme & Territoires, ont décidé de mettre en commun leurs expériences, leurs savoir-faire et leurs compétences, au travers d'une nouvelle Fédération afin de :

- trouver un nouveau modèle associant des représentants des trois échelons territoriaux du tourisme, oeuvrant en France métropolitaine et sur les territoires ultramarins (offices de tourisme, comités départementaux et régionaux du tourisme) dans le but de porter un discours partagé et d'affirmer, au niveau national et européen, le rôle essentiel des organismes de tourisme, mais aussi de les accompagner dans leurs transformations ;
- anticiper les évolutions du secteur, accompagner l'émergence et la valorisation des destinations touristiques et favoriser l'aménagement et le développement des territoires.

Regroupant au niveau national les forces conjuguées de près de 1300 adhérents représentant 800 millions d'euros de budget et 12 000 salarié(e)s, cette nouvelle Fédération aura pour objectif de proposer à ses adhérent(e)s une offre de services innovante et une expertise de qualité, tout en tenant compte des compétences partagées et des activités propres à chaque échelon territorial, et ce, dans le respect du code du tourisme.

Représentative au niveau national, elle aura également pour ambition de développer des partenariats forts avec l'Etat et ses opérateurs, ainsi qu'avec les acteurs privés dans la perspective de s'inscrire dans un tourisme de qualité, innovant et respectueux des territoires.

En conséquence :

Vu le code du tourisme ;

Vu le code des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 1224-1 et L. 1224-3-1 ;

Vu l'avis des représentants du personnel ;

Vu les délibérations de l'Association Destination Régions, en date du 19 décembre 2019 ;

Vu les délibérations de l'Association Office de Tourisme de France, en date du 19 décembre 2019 ;

Vu les délibérations de l'Association Tourisme & Territoires, en date du 19 décembre 2019 ;

Le présent préambule fait partie intégrante des statuts.

Il a été convenu de constituer une association et d'adopter les statuts établis ci-après :

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. FORME ET DÉNOMINATION

Il est fondé entre les adhérent(e)s aux présents statuts une Fédération régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, regroupant les organismes de tourisme représentant les échelons territoriaux du tourisme et ayant pour dénomination ADN TOURISME, Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme.

ARTICLE 2. DURÉE

ADN Tourisme est créée pour une durée illimitée.

ARTICLE 3. OBJET

ADN Tourisme a pour objet de :

- **représenter** les organismes de tourisme selon les échelons territoriaux du tourisme ;
- **animer** le réseau des organismes de tourisme dans toutes ses dimensions territoriales et humaines ;
- **accompagner** les transformations, projets et évolutions du secteur touristique ;
- **défendre** les intérêts collectifs de ses structures, notamment leur représentation en qualité de syndicats d'employeurs, tels que défini par le code du travail ;
- **innover** pour préparer l'avenir.

Pour atteindre ces objectifs, la Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme remplit les missions suivantes :

- a) exercer des actions de lobbying afin de porter la voix des adhérents (problématiques, positionnements et vision de l'avenir...) ;
- b) représenter et promouvoir la Fédération, les adhérent(e)s et leurs actions auprès d'instances politiques, institutionnelles, partenariales ;
- c) défendre les intérêts des structures adhérentes à la Fédération ;
- d) développer le réseau autour de valeurs et projets communs ;
- e) accompagner les adhérent(e)s dans leurs transformations et défis fonctionnels ou stratégiques ;
- f) développer une offre de services en adéquation avec les attentes des adhérent(e)s ;
- g) développer des partenariats privés et publics ;
- h) partager l'information et les pratiques, et capitaliser les connaissances et expérimentations ;
- i) anticiper et accompagner les évolutions du secteur ;
- j) former et contribuer au développement des compétences ;
- k) participer à toutes les réflexions liées à l'évolution de la branche professionnelle ;

et, plus généralement, toutes opérations, de quelques natures qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par [Dénomination sociale] ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 4. SIEGE

Son siège social est situé 15, avenue Carnot – 75017 PARIS.

Il pourra être transféré en tout autre endroit sur proposition du Conseil d'Administration, ratifiée par l'Assemblée Générale.

TITRE II – MEMBRES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 5. COMPOSITION DES MEMBRES

L'association se compose de TROIS catégories de membres :

- **Membres d'honneur** : Personnes physiques ayant eu la qualité de Président de l'Association. Ils sont invités à participer aux réunions statutaires avec voix consultative et sont dispensés de cotisation et de procédure d'admission.
- **Membres qualifiés** : Personnes physiques, admises par simple décision du Conseil d'Administration qui, par leurs compétences ou actions en faveur du tourisme, contribuent positivement à la réalisation de l'objet de la Fédération. Ils apportent par leurs expériences professionnelles ou personnelles un savoir-faire supplémentaire à l'Association. Ils pourront être invités à participer aux réunions statutaires avec voix consultative et sont dispensés de cotisation.
- **Membres actifs** : Personnes morales exerçant leur activité dans le respect du Code du Tourisme (tels que les Comités Régionaux du Tourisme, Comités Départementaux du Tourisme, Offices de Tourisme et organismes assurant les missions régaliennes de ces structures), ayant pour compétence le développement du tourisme sur leur territoire et contribuant activement à la réalisation de l'objet de la Fédération. Ils s'acquittent d'une cotisation annuelle et ont voix délibérative en Assemblée Générale.

Ils sont regroupés en trois collèges :

- 1) **Collège des ORGANISMES REGIONAUX**, à savoir : Personnes morales représentant les organismes régionaux de tourisme, tels que les Comités Régionaux du Tourisme, ou tout autre organisme régional ;
- 2) **Collège des ORGANISMES DEPARTEMENTAUX**, à savoir : Personnes morales représentant les organismes départementaux, interdépartementaux

de tourisme tels que les agences et comités départementaux du tourisme ou tout autre organisme départemental ;

- 3) **Collège des ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX**, à savoir : Personnes morales représentant les Offices de Tourisme, les relais territoriaux ou tout autre organisme communal, intercommunal et métropolitain.

Ils sont répartis en sous-collèges :

3.1) Offices de Tourisme intercommunaux (EPCI de moins de 50 000 habitants)

3.2) Offices de Tourisme intercommunaux (EPCI de 50 000 à 250 000 habitants) ;

3.3) Offices de Tourisme intercommunaux ou métropolitains (EPCI de plus de 250 000 habitants) ;

3.4) Offices de Tourisme des Stations Classées ;

3.5) Relais Territoriaux indépendants.

Chaque membre actif désigne en son sein, pour le représenter, deux personnes physiques :

- un(e) « **Président(e) ou autre représentant(e) d' élu(e)** » siégeant au sein des instances statutaires dirigeantes ou un(e) mandataire, nommé(e) par délibération de son Conseil d'Administration ou de son instance dirigeante ;
- un(e) « **Directeur(trice) ou son(sa) représentant(e)** » dûment autorisé(e).

Chacun des deux représentant(e)s dispose d'une voix aux Assemblées Générales.

ARTICLE 6. COTISATION

Le montant et les modalités de calcul de la cotisation des membres actifs sont fixés annuellement en Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

En cas de démission ou de radiation intervenant en cours d'année, la cotisation afférente à cette année reste due en totalité.

ARTICLE 7. ADMISSION

Pour être membre de d'ADN TOURISME, il faut :

- a) adhérer aux présents statuts, au règlement intérieur, ainsi qu'aux valeurs et principes définis dans le préambule des présents statuts ;
- b) payer la cotisation ;
- c) accepter la communication de ses coordonnées à toute autre membre de l'Association qui en fait la demande écrite (papier ou voie électronique), dès lors que celui-ci s'engage à ne pas en faire un usage étranger à l'objet de la Fédération.

ARTICLE 8. PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ASSOCIATION

La qualité de membre se perd :

- a) par démission adressée au (à la) Président(e) et transmise par courrier recommandé avec avis de réception par voie électronique ;
- b) par non renouvellement ou non paiement de la cotisation ;
- c) par décès pour les membres personnes physiques ou par cessation totale et définitive d'activités ou dissolution de la personne morale ;
- d) par radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motifs graves ou infractions aux présents statuts ou règlement intérieur, sauf recours à l'Assemblée Générale sur le rapport du Conseil d'Administration.

En cas de procédure, le membre concerné sera préalablement invité à faire valoir ses droits à la défense dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 9. DÉMISSION - RADIATION

Toute radiation ou démission en qualité de membre inscrit à l'article 5, est effective à la date de réception du courrier recommandé ou de la notification par voie électronique.

En cas de démission ou radiation intervenant en cours d'année, la cotisation afférente à cette année reste due en totalité.

TITRE III – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 10. CONSEIL D'ADMINISTRATION

10.1 Composition et élection des membres du Conseil d'Administration

La Fédération est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins les 40 membres « actifs » élus en Assemblée Générale pour 6 ans.

Les administrateurs(trices) sortant(e)s sont rééligibles.

Les membres du Conseil d'Administration issus uniquement du collège « membres actifs » sont élus, au scrutin individuel, par bulletin secret, au sein de chacun des collèges et dans les proportions indiquées ci-dessous :

- **12 sièges** représentant le collège des **ORGANISMES REGIONAUX**, comprenant :
 - 6 « Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élus(e)s »
 - 6 « Directeur(trice)s ou leurs représentant(e)s »
- **12 sièges** représentant le collège des **ORGANISMES DEPARTEMENTAUX**, comprenant :
 - 6 « Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élus(e)s »
 - 6 « Directeur(trice)s ou leurs représentant(e)s »

- 16 sièges représentant le collège des ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX, comprenant :

- 8 « Président(e)s ou autres représentant(e)s d' élu(e)s »
- 8 « Directeur(trice)s ou leurs représentant(e)s »

Chaque sous collège des organismes communaux et intercommunaux défini à l'article 5, devra être représenté au sein du Conseil d'Administration.

L'élection des membres du Conseil d'Administration devra favoriser au maximum la représentation équilibrée de l'ensemble du territoire et de l'ensemble des métiers.

Pour être élu(e) au Conseil d'Administration, il faut que :

- la personne morale adhérente à la Fédération, représentée par une personne physique qui est son(sa) représentant(e) légal(e) ou conventionnel(le), fasse acte de candidature auprès du(de la) Président(e) ;
- la personne morale adhérente soit à jour de sa cotisation ;
- le(la) candidat(e) élu(e) « Président(e) ou autre représentant(e) d' élu(e) » soit mandaté par délibération de son Conseil d'Administration ou instance dirigeante ;
- le(la) candidat(e) Directeur(trice) ou son(sa) représentant(e) soit titulaire d'un contrat de travail en cours (hors période d'essai ou de préavis au moment des élections) et soit dûment autorisé ;
- le(la) candidat(e) jouisse de l'exercice de ses droits civils ;
- le(la) candidat(e) ne se présente qu'au sein d'un seul collège ou sous-collège ;

Par ailleurs, un(e) Président(e) et un(e) Directeur(trice) d'un même organisme ne peuvent candidater ensemble au Conseil d'Administration. Les modalités d'élection et organisation des votes par collège (et sous collèges) sont fixées dans le règlement intérieur.

10.2 Cessation des fonctions d'administrateur(trice)

Les fonctions des membres du Conseil d'Administration cessent par :

- a) démission du mandat d'administrateur (toute démission étant effective à la date de réception du courrier recommandé ou de la notification par voie électronique) ;
- b) perte de la qualité de membre de la Fédération définie à l'article 8 des présents statuts, ce qui engendre automatiquement la perte de la qualité de membre du Conseil d'administration pour son représentant personne physique ;
- c) perte de la qualité de représentant(e) /mandataire de la structure qu'il représente ;
- d) révocation par l'Assemblée Générale Ordinaire, laquelle peut intervenir ad nutum et sur simple incident de séance ;
- e) cessation totale et définitive d'activité ou dissolution de la personne morale adhérente.

Tout membre du Conseil d'Administration qui n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sans motif valable pourra être considéré comme démissionnaire.

10.3 Vacance d'un poste d'administrateur(trice)

En cas de vacance d'un poste d'administrateur(trice), le Conseil d'Administration pourvoit au remplacement du membre concerné par un autre représentant du même collège ou sous-collège pour la durée du mandat restant à courir, selon les modalités fixées au règlement intérieur.

Son remplacement définitif intervient lors de la plus proche Assemblée Générale.

A défaut de ratification, la nomination de l'administrateur(trice) est annulée et une élection partielle est organisée, mais les délibérations et les actes accomplis par le Conseil d'Administration antérieurement à la décision de l'Assemblée Générale demeurent valables.

10.4 Convocation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au minimum 3 fois par an et autant de fois que nécessaire, en fonction des besoins ou sur demande du bureau, et chaque fois qu'il est convoqué par son(sa) Président(e) ou sur demande de la moitié des membres du Conseil d'Administration.

Cette convocation devra intervenir au moins 15 jours avant la réunion du Conseil d'Administration.

Elle pourra être adressée par tous moyens, et notamment par voie électronique. Les convocations peuvent être ramenées à quarante-huit heures en cas d'urgence.

Les documents relatifs à la tenue de cette réunion statutaire sont adressés préalablement et ce, par tous moyens et notamment par voie électronique.

10.5 Délibérations du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration délibère valablement lorsque la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Chaque membre du Conseil d'administration dispose d'une voix.

Les décisions sont prises en Conseil d'Administration, les membres étant réunis au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Ils peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les administrateurs ou par consultation écrite, internet ou simple signature d'un acte. Tout moyen de communication peut être utilisé : écrit, lettre, mail, et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé de décisions.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, celle du(de la) Président(e) de la Fédération est prépondérante.

Le vote par procuration est autorisé, mais le pouvoir ne peut être remis qu'à un représentant du même collège et dans la limite de deux pouvoirs par personne.

Il est tenu un registre de présence que signent les administrateurs(trices) participant à chaque réunion et un procès verbal des séances signé par le(la) Président(e) et secrétaire de séance. Ils sont établis sans blancs, ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'Association.

Le procès-verbal pourra être transmis par tous moyens, et notamment par voie électronique.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des membres qualifiés ou toute personne dont la présence est susceptible de lui apporter un utile concours.

Les Membres d'honneur sont invités à participer aux réunions statutaires avec voix consultative.

L'équipe de Direction est expressément invitée à participer à chaque Conseil d'Administration.

Les salarié(e)s de l'Association peuvent être appelé(e)s par le Président à assister avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration.

10.6 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction des affaires de la Fédération et pour faire et autoriser tous actes et opérations permis à la Fédération et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale, et notamment :

- a) mettre en œuvre les décisions et orientations de la dernière Assemblée Générale, conformément à l'objet des statuts ;
- b) garantir et élaborer les orientations et objectifs « politiques et stratégiques » de l'Association ;
- c) assurer les affaires courantes administratives, financières et les ressources humaines ainsi que le fonctionnement de l'Association ;
- d) veiller à ce que soient mis en place les moyens financiers et matériels nécessaires au fonctionnement de l'Association ;
- e) représenter l'Association et ses adhérent(e)s auprès des autorités compétentes, des pouvoirs publics et prévoir à cet effet les délégations nécessaires ;
- f) recevoir et valider les travaux qu'il a confiés au Comité Stratégique ;
- g) se prononcer sur les admissions et exclusions des membres ;
- h) désigner le(la) commissaire aux comptes ;
- i) contracter des emprunts ;
- j) arrêter les comptes sociaux et proposer l'affectation du résultat ;
- k) fixer l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ;
- l) valider le budget et le rapport d'activité qui seront présentés à l'Assemblée Générale ;
- m) fixer les conditions générales de la politique sociale ;
- n) agir en justice ;
- o) accepter ou refuser les dons et legs dans les conditions de l'article 910 du code civil ;
- p) déléguer au Bureau tout pouvoir de décision d'engagement des ressources financières de l'association nécessité par le fonctionnement courant de l'association dans la limite du montant correspondant à un exercice budgétaire ;
- q) désigner les membres qualifiés.

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par la Fédération, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, et emprunts y afférents doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 11. LE BUREAU

11.1 Composition et élection des membres du Bureau

Le Conseil d'Administration élit un Bureau composé de 12 membres titulaires et 6 suppléants pour 6 ans, parmi ses administrateurs(trices) au sein de chacun des collèges et dans les proportions indiquées ci-dessous :

- 4 sièges au collège des **ORGANISMES REGIONAUX**, à savoir : 2 « Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élue(s) » et 2 « Directeur(trice)s ou leurs représentant(e)s » ;
- 4 sièges au collège des **ORGANISMES DEPARTEMENTAUX**, à savoir : 2 « Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élue(s) » et 2 « Directeur(trice)s ou leurs représentant(e)s » ;
- 4 sièges au collège des **ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX**, à savoir : 2 « Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élue(s) » et 2 « Directeur(trice)s ou leurs représentant(e)s ».

A chaque collège est associé 2 postes de suppléants comprenant 1 « Président(e) ou autre représentant(e) d'élue(e) » et 1 « Directeur(trice) ou son(sa) représentant(e) », élus en même temps que les membres du Bureau titulaire et selon les mêmes modalités.

Cette élection se fait à bulletin secret et au scrutin individuel. Ses membres sont rééligibles.

La répartition « équitable » des postes au sein du Bureau est fixée dans le règlement intérieur et comprend :

- a) **UN(E) Président(e)**, choisi(e) parmi les membres représentant les « **Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élue(s)** » : représentant l'Association dans tous les actes de la vie civile et investi de tous pouvoirs à cet effet. Il ordonnance les dépenses, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs aux Président(e)s délégué(e)s ou à des administrateurs(trices) du Bureau selon les modalités fixées au règlement intérieur, et en cas de représentation en justice, le(la) Président(e) ne peut être remplacé(e) que par un(e) mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale ;
- b) **DEUX Président(e)s délégué(e)s**, choisi(e)s parmi les membres représentant les « **Président(e)s ou autres représentant(e)s d'élus** » : qui peuvent recevoir du(de la) Président(e) délégation de pouvoir en vue de l'exécution d'une ou plusieurs de ses missions et qui ont pour vocation d'exercer temporairement les fonctions de Président(e) en cas d'empêchement, de démission ou de décès de celui-ci. Dans une telle hypothèse, le(la) Président(e) Délégué(e) en place, le(la) plus âgé(e) lors de l'événement en cause, assure l'intérim ;
- c) **UN(E) Secrétaire** qui assure le suivi du secrétariat ;
- d) **UN(E) Trésorier(rière)** et **UN(E) Trésorier(rière) adjoint(e)**, en charge de l'appel des adhésions et de l'établissement d'un rapport sur la situation financière de la Fédération, présent(e)s à l'Assemblée Générale annuelle ;

- e) **SIX membres du Bureau**, sachant que tous les SIX auront les fonctions de co-animateurs des commissions spécifiques au sein du Comité Stratégique ;
- f) **SIX suppléants**, qui assistent aux réunions du bureau avec voix consultative, même, en présence des titulaires. Ils ne peuvent rendre un avis et voter avec voix délibérative que dans le cadre du remplacement d'un titulaire.

Les Présidences et Présidences déléguées sont tournantes tous les 2 ans par collège et débiteront à la constitution de l'Association par le collège des ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX, puis se poursuivront sous la Présidence du collège des ORGANISMES REGIONAUX pour s'ensuivre par une Présidence du collège des ORGANISMES DEPARTEMENTAUX et ainsi de suite.

Le (la) secrétaire, le (la) trésorier(e), le (la) trésorier adjoint(e) sont tous les 3 issus d'un collège différent.

Les modalités d'élection et d'organisation des votes sont fixées dans le règlement intérieur.

11.2 Cessation des fonctions de membres du Bureau

La cessation des fonctions au sein du Bureau résulte des mêmes causes et procédures énoncées dans l'article 10.2 concernant la cessation des fonctions du Conseil d'Administration.

11.3 Vacance d'un poste de membres du Bureau

En cas de poste vacant d'un ou plusieurs membres du Bureau, le Conseil d'Administration pourvoit à leur remplacement, si nécessaire, et ce, parmi les membres du même collège au sein du Conseil d'Administration, dans un délai de 3 mois.

Les délibérations et les actes accomplis antérieurement demeurent valables.

Le nouveau membre du Bureau ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir pour les fonctions du membre qu'il remplace.

En cas de vacance du poste de Président, il revient à un Président Délégué désigné par le Bureau d'assurer l'intérim jusqu'à la nouvelle élection.

11.4 Convocation du Bureau

Le Bureau est convoqué, par tous moyens, notamment par voie électronique, par le (la) Président(e) qui en propose l'ordre du jour. La convocation des membres du Bureau doit intervenir au moins 15 jours avant la réunion (sauf cas d'urgence). Les documents relatifs à la tenue de cette réunion doivent être adressées 15 jours avant la réunion et ce, par tous moyens, notamment par voie électronique.

11.5 Délibérations du Bureau

Les décisions sont prises en Bureau, les membres étant réunis au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Ils peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les administrateurs ou par consultation écrite,

internet ou simple signature d'un acte. Tout moyen de communication peut être utilisé : écrit, lettre, mail, et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé de décisions.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres du Bureau présents ou représentés.

En cas d'égalité, la voix du(de la) Président(e) est prépondérante.

11.6 Pouvoirs du Bureau

Le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus dans les limites de l'objet de l'Association et dans le cadre des résolutions adoptées par décision collective des membres et plus précisément d'assumer la gestion courante et le fonctionnement de la Fédération dans le cadre des orientations générales arrêtées par l'Assemblée Générale et en application des décisions du Conseil d'Administration.

Il peut autoriser tous actes ou opérations qui ne sont pas statutairement de la compétence de l'Assemblée Générale.

Pour l'exercice de leurs missions, les membres du Bureau peuvent, par délibération, déléguer une partie de leurs attributions à la Direction dans les limites qu'ils définissent.

ARTICLE 12. COMITÉ STRATÉGIQUE

La Fédération dispose d'un Comité Stratégique qui se décline en 3 commissions dédiées aux spécificités liées aux collègues :

- a) **ORGANISMES REGIONAUX**
- b) **ORGANISMES DEPARTEMENTAUX**
- c) **ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX**

Les commissions sont constituées de membres de la Fédération et de personnalités externes reconnues pour leurs connaissances et expertises, nommés par le conseil d'administration, sur proposition de chaque commission, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Le Comité Stratégique est une instance consultative qui a pour objet de participer à la structuration et au développement de l'Association, et d'examiner et de donner un avis sur les grands dossiers stratégiques, thématiques, transversaux, et projets à mettre en œuvre selon la spécificité attribuée aux collègues de membres actifs.

Chaque commission se réunira sur demande du Conseil d'Administration autant de fois que cela s'avèrera nécessaire.

Les membres du Comité Stratégique sont tenus au respect de la confidentialité et peuvent être révoqués à tout moment de cette instance statutaire, par simple décision du conseil d'administration. La décision, qui n'a pas été motivée, est notifiée par le président par tous moyens.

Chaque commission est co-animée par UN(E) « Président(e) ou autre représentant(e) d'élu(e) » et UN(E) « Directeur(trice) ou son(sa) représentant(e) », membres du Bureau.

Les Co-animateurs des deux autres commissions pourront être invités à participer.

La composition, les modalités d'organisation et de fonctionnement, les activités de chaque commission sont précisées dans le règlement intérieur.

ARTICLE 13. MANDATS

Les membres du Conseil d'Administration, du Bureau et du Comité Stratégique ne peuvent recevoir aucune rétribution en contrepartie des fonctions qu'ils occupent.

TITRE IV – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ARTICLE 14. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

14.1 Fonction et convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an et à chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou à la demande du quart au moins des membres.

Elle comprend tous les membres de la Fédération à quelque titre qu'ils soient, à jour de leur cotisation.

Les personnes physiques ou morales non membres de la Fédération n'ont pas accès à l'Assemblée Générale, sauf à y avoir été invitées par le Président à y assister, et ce, sans voix délibérative.

Son ordre du jour est proposé par le Bureau et arrêté par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour proposé par le Bureau et arrêté par le Conseil d'Administration et sur celles dont l'inscription est demandée par au moins un quart des membres actifs. Un mois au moins avant la date fixée, les membres de l'Association sont convoqués par le Président.

L'ordre du jour figure sur les convocations.

Les membres ont la possibilité de participer aux assemblées par visioconférence ou conférence téléphonique et peuvent voter sur place, par procuration, par correspondance, par voie électronique ou par tout autre moyen de communication électronique permettant l'identification des membres.

En cas de consultation par correspondance, le projet de résolutions et les documents nécessaires à l'information sont communiqués aux membres lors de l'envoi de la convocation. Les formulaires de vote par correspondance doivent être retournés 3 jours au moins avant la date de réunion de l'Assemblée, au siège social de l'Association ou effectués 3 jours ouvert avant la tenue de l'Assemblée en cas de vote en ligne électronique.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Fédération. Elle entend le rapport annuel moral du Président sur la gestion du Conseil d'Administration, le rapport d'activité, le rapport financier du Trésorier, ainsi que ceux du Commissaire aux Comptes ; et enfin vote sur ces rapports, ainsi que sur le projet de budget de l'exercice suivant, fixe le montant des cotisations, délibère sur les autres questions mises à l'ordre du jour et procède, le cas

échéant, à l'élection des membres du Conseil d'Administration.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Le rapport d'activité et le rapport financier sont transmis aux membres de la Fédération à jour de leur cotisation, avant l'Assemblée Générale, par tout moyen de communication. Ces rapports peuvent également être consultés au siège.

Il est tenu procès-verbal des séances des Assemblées Générales, co-signé par le Président et le Secrétaire de l'Assemblée ou en cas d'empêchement par un autre membre du bureau dûment habilité.

14.2 Droit de votes

Les membres actifs de l'Association, à raison de 2 représentants personnes physiques dûment mandatés par leur instance dirigeante, disposent de 2 voix délibératives lors des votes de l'Assemblée Générale. Une voix pour le « Président ou autre représentant d' élu » et une pour le « Directeur ou son représentant salarié »

Lors de la tenue des Assemblées Générales Ordinaires, les droits de vote seront pris en compte séparément par collège (Organismes régionaux, Organismes départementaux, Organismes communaux et intercommunaux) sachant que les membres d'honneur et les membres qualifiés peuvent être invités à participer à l'Assemblée Générale seulement avec voix consultative.

A cet effet, les délibérations en Assemblée Générale s'effectuent en 2 temps :

- **1er TEMPS** : au sein de chaque collège, les membres présents ou représentés s'expriment selon la règle « une personne, une voix » quelle que soit la part des droits de vote ;
- **2ème TEMPS** : le résultat de chacune des délibérations des collèges est rapporté selon la règle de la majorité pour déterminer si la résolution est adoptée ou rejetée par l'Assemblée Générale, en pondérant les voix attribuées à chaque collège de la manière suivante :
 - a) Collège des ORGANISMES REGIONAUX : PONDERATION à hauteur de 32 % des droits de votes ;
 - b) Collège des ORGANISMES DEPARTEMENTAUX : PONDERATION à hauteur de 32 % des droits de votes ;
 - c) Collège des ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX : PONDERATION à hauteur de 36 % des droits de votes.

Les modalités d'élection collège par collège et organisations des votes en Assemblée Générale sont fixées dans le règlement intérieur.

14.3 Mandats et procurations

Le vote par procuration est autorisé, mais le mandat ne peut être remis qu'à un représentant du même collège (Organismes Régionaux, Organismes Départementaux, Organismes Communaux et Intercommunaux).

Le nombre de pouvoirs en sus du sien est fixé dans le règlement intérieur.

14.4 Quorum

Par disposition statutaire, aucun quorum minimum n'est appliqué en Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 15. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

15.1 Fonction et convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande du quart plus un des membres actifs, le Président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les modalités prévues à l'article 14.1 des présents statuts et uniquement pour statuer sur les décisions entraînant :

- a) modification des statuts ;
- b) modification des collèges et catégories de membres ;
- c) modification des droits de vote ;
- d) fusion, scission ou apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, dissolutions, prorogations, transformations et toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social.

Les modalités d'organisation, de convocation, procuration sont les mêmes que pour l'Assemblée Générale Ordinaire suivant l'article 14 des présentes et sont fixées dans le règlement intérieur. Les décisions dites extraordinaires sont prises à la majorité représentant 75 % des droits de vote composant les 3 collèges de membres actifs.

15.2 Quorum

Le quorum en Assemblée Générale Extraordinaire est fixé à :

- 10% des membres présents ou représentés du collège des ORGANISMES COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX ;
- 25% des membres présents ou représentés du collège des ORGANISMES DEPARTEMENTAUX ;
- 25% des membres présents ou représentés du collège des ORGANISMES REGIONAUX.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau, mais à 15 jours au moins d'intervalle.

Elle délibère cette fois quel que soit le nombre des voix présentes et représentées par collège de membres actifs.

TITRE V – RESSOURCES

ARTICLE 16. RESSOURCES

Les ressources de l'Association comprennent :

- a) des cotisations annuelles versées par les membres de l'association ;
- b) des dons octroyés à l'Association par ses membres ou par des personnes, morales ou

- physiques, qui lui sont extérieures ;
- c) des subventions accordées à l'Association ;
 - d) de toutes autres ressources autorisées par les lois ou règlements, notamment celles résultant de la loi du 23 juillet 1987 relative au mécénat, sans toutefois que ces ressources puissent remettre en cause le but non lucratif et la gestion désintéressée de l'Association.

ARTICLE 17. DONATIONS ET LEGS

Les donations et les legs sont acceptés par délibération du Conseil d'Administration dans les conditions de l'article 910 du Code Civil.

Les délibérations de l'Assemblée Générale relatives aux aliénations de biens immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation administrative.

ARTICLE 18. FONDS DE RESERVE

Il est constitué un fonds de réserve où sera versée, chaque année, en fin d'exercice, la partie des excédents de ressources qui n'est pas destinée à la dotation.

La quotité et la composition du fonds de réserve peuvent être modifiées par délibération du Conseil d'Administration.

ARTICLE 19. EXERCICE COMPTABLE

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe. L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Le premier exercice social commencera à la date de publication au Journal Officiel pour se terminer le 31 décembre 2020.

ARTICLE 20. LIMITES DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE

Conformément au droit commun, le patrimoine de l'Association répondra seul des engagements valablement contractés en son nom sans qu'aucun membre de l'Association ne puisse être tenu personnellement responsable.

TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 21. MODIFICATIONS DE STATUTS ET DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

21.1 Modifications de statuts

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications par délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire conformément aux dispositions de l'Article 15.

21.2 Dissolution

La dissolution de l'Association ne pourra être prononcée qu'en Assemblée Générale Extraordinaire.

En cas de dissolution :

- a) après apurement du passif, l'actif, les fonds de l'Association restants seront transférés à une autre association œuvrant dans un but similaire ;
- b) seront désignés un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation du patrimoine de l'Association.

Elle attribue l'actif net à une ou plusieurs organisations poursuivant une finalité analogue, publiques, ou reconnues d'utilité publique, ou des organisations visées aux alinéas 5 et suivants de l'article 6 de la loi du 1er juillet modifiée ou à une collectivité territoriale dont les compétences entrent dans l'objet de l'Association.

ARTICLE 22. AFFILIATION & PARTENARIATS

La Fédération pourra être affiliée ou adhérer à divers organismes par simple décision du Conseil d'Administration et se conformera aux statuts et au règlement intérieur de ceux-ci.

ARTICLE 23. REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur est établi par le Conseil d'Administration pour fixer les modalités d'application des présents statuts, les modalités de fonctionnement ainsi que les procédures relatives aux élections, votes et conditions de candidature.


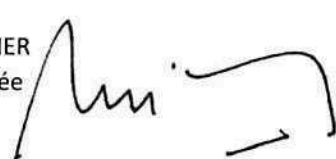

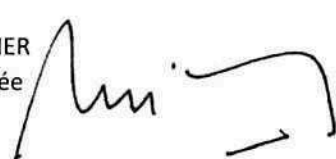
Il sera proposé à l'Assemblée Générale pour validation. Ce règlement intérieur s'impose à tous les membres de l'Association.

ARTICLE 24. ARTICLE 9 DE LA LOI DU 1/07/1901

Suivant l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901, tous changements survenant dans l'administration ou la direction de l'Association, ainsi que toutes les modifications apportées à ses statuts feront l'objet d'une déclaration à la Préfecture dans les 3 mois.

ARTICLE 25. MANDAT

Mandat est donné aux membres du Bureau pour effectuer toutes les formalités de déclarations prévues par la loi du 1er juillet 1901.

Christian MOURISARD Président délégué	A Paris, le Mercredi 11 Mars 2020	
Marie-Reine FISCHER Présidente déléguée		
Stéphane VILLAIN Président délégué		

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_156
Nature : DE - Deliberations
Objet : Office de Tourisme Intercommunal - Adhésions à ADN
Tourisme et à F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur -
Désignation du représentant
Matière : 5.3 - Designation de representants

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : jRXmQCj

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_156-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_156
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Office de Tourisme Intercommunal - Adhésions à ADN
Tourisme et à F.R.OT Provence-Alpes-Côte d'Azur -
Désignation du représentant
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_156-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_156-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_156-DE-1-1_3.PDF

N